

# LA SITUATION EN IRAN ET EN TURQUIE EST INQUIÉTANTE - NE LES LAISSONS PAS MOURIR EN PRISON

## TRIBUNE PEINE DE MORT RÉTABLIE EN TURQUIE ?

**Paris, le 7 mai 2020**

Depuis des années, en Turquie, le pouvoir politique soumet le pouvoir judiciaire à son dictat. Cette dérive s'est aggravée depuis la tentative de coup d'état de juillet 2016 et l'instauration d'un état d'urgence qui dure toujours. La Justice n'existe plus.

Les avocats, derniers bastions d'indépendance, se battent avec force contre cette dérive du pouvoir.

Pour cela, nombre d'entre eux ont été arrêtés et condamnés illégalement.

Ebru TIMKIK et Aytac UNSAL en font partie.

Désespérés par le mépris du gouvernement Ils se sont engagés dans une grève de la faim, comme ultime tentative pour obtenir justice. Ils risquent de mourir.

Non pour un acte de délinquance ou un crime, mais pour avoir exercé, avec rigueur et courage, leur profession, leur mission d'Avocat : défendre, dans le respect de leur serment et des principes internationaux relatifs au rôle du Barreau adoptés en 1990 lors du 8ème Congrès des Nations Unies à la Havane.

Condamnés le 20 mars 2019 à de lourdes peines d'emprisonnement au terme d'un procès scandaleux violant délibérément les règles du procès équitable, Ebru TIMTIK et Aytac UNSAL, tout comme les seize autres avocats condamnés avec eux, ont saisi d'un pourvoi la Cour Suprême. Du fond de leurs geôles, ils attendent encore aujourd'hui la décision de celle-ci.

Le bénéfice de la loi de libération anticipée accordée par la Turquie le 14 avril 2020 à 90.000 détenus turcs de droit commun pour les protéger du coronavirus, leur a été refusé tout comme aux milliers de détenus politiques (avocats, journalistes, universitaires, magistrats, élus....) considérés comme terroristes pour avoir critiqué le pouvoir en dénonçant les violations des droits de l'Homme.

Ces avocats, privés de leur liberté pour avoir défendu l'existence des droits de la défense et, par là même, la Justice, privés de voix, n'ont plus que la mise en jeu de leur vie pour interpeler leur gouvernement, les gouvernements européens et les opinions publiques sur ce qu'il se passe réellement en Turquie : la fin de l'Etat de Droit.

## **Allons-nous les laisser mourir sans rien dire ?**

Nous demandons aux gouvernements européens et au Conseil de l'Europe d'agir pour obtenir la libération immédiate de Ebru TIMTIK, de Aytac UNSAL et de l'ensemble des prisonniers politiques détenus dans les prisons turques, jusqu'à l'expiration de tous les recours dont ils peuvent bénéficier pour se défendre, et surtout la garantie d'un procès équitable pour tous dans le respect de la Loi turque et des Conventions internationales ratifiées par la Turquie.

### **Barreau de Paris**

**Conférence des Barreaux de France et d'outre-mer**

**Conseil National des Barreaux**

**Fédération des Barreaux Européens**

**Défense Sans Frontière-Avocats Solidaires**

**IDHAE**

